

Conseil d'administration
9-10 mars 2022

En référence au
point 2.1 de l'ordre du jour

Ordre du jour : Rapports de la Présidente et du DG

Mise à jour des administrateurs et administratrices – mars 2022

Nous espérons que vous avez entamé la nouvelle année avec espoir et inspiration, avec l'indignation nécessaire également, alors que nous nous préparons à déterminer notre nouvelle stratégie. Bien que nous ne sachions pas ce qui nous attend, la façon dont nous vivons avec la Covid est en train d'évoluer. La façon dont les administrateur-riche-s travaillent ensemble va elle-aussi évoluer, et nous nous réjouissons de voir réunions virtuelles et en personne définir notre engagement en 2022.

Le processus de conception et d'élaboration de la stratégie en est maintenant à sa troisième phase. Une petite équipe de rédaction, animée par Sanne Thijssen, anciennement ambassadrice néerlandaise des jeunes pour les SDSR, s'est réunie pour une retraite d'une semaine en janvier. L'équipe s'est inspirée des nombreuses tables rondes, recherches et forums de la phase 2. Elle a présenté ses travaux à l'équipe de direction, et une première version vient d'être envoyée au C-SIP qui la partagera avant notre réunion. Vos réactions, et celles de l'ensemble de la Fédération, serviront de base à une nouvelle mouture qui sera examinée par le C-SIP en avril. En juin, le Conseil d'administration prendra les décisions finales sur les priorités thématiques, avant de les soumettre aux membres pour un vote indicatif début juillet. D'autres changements pourront être nécessaires après le vote indicatif et nous compterons sur les administrateur-riche-s pour mener l'IPPF à bien ce processus.

Malgré la situation turbulente en Afghanistan, l'AM de l'IPPF, l'AFGA, a obtenu de bons résultats l'année dernière, en assurant 62 989 années de protection contraceptive (APC) contre un objectif de 55 000 APC. Avec le soutien du Fonds supplémentaire japonais, l'AFGA a aidé plus de 6000 femmes enceintes à bénéficier de soins obstétriques et de services d'accouchement à domicile. Les sages-femmes ont également aidé plus de 800 femmes à accoucher en toute sécurité, avec le soutien virtuel de gynécologues. Le BMZ a également contribué aux efforts susmentionnés.

La difficulté à **distribuer des fonds dans des pays où la menace de sanctions renforce la paralysie et l'insécurité** a bien sûr compromis la manière dont nous soutenons au mieux l'AGFA, la Family Health Association Iran et d'autres associations membres. Nos équipes financières basées à New Delhi et à Londres ont travaillé en étroite collaboration avec la banque Barclays afin de s'assurer que tous les membres du personnel et les administrateur-riche-s sont inclus-ses dans le contrôle obligatoire d'acuité. Nous espérons pouvoir acheminer les fonds vers les services de SSR et le soutien que les gens méritent, où qu'ils vivent.

Le programme RESPOND, financé par le DFAT à hauteur de 19,9 millions de dollars australiens, a débuté à la mi-2021 avec 19 AM impliquées dans la région Asie-Pacifique. Alors qu'elles étaient encore en mode mise en place, les AM ont formé 670 prestataires et ont touché 0,8 million de personnes avec 1,6 million de services de SSR (68% de l'objectif). 1300 personnes ont été prises en charge (soutien/gestion de cas) pour raisons de violence sexuelle et sexiste, **avec une demande croissante au Pakistan pour les réfugié-e-s afghan-e-s**. Ce projet a révélé certaines de nos faiblesses en matière de données, et bien que nous ayons transformé notre relation avec ce donateur et

d'autres donateurs au cours des 3 dernières années, la confiance reste vulnérable aux erreurs en matière de **fixation des objectifs, saisie des données et suivi**.

Les partenaires de **WISH** ont continué à opérer dans le cadre d'une prolongation sans frais avec une réduction significative de l'échelle et du périmètre des activités (Bangladesh, Mozambique, Zambie, Zimbabwe, Afghanistan et Pakistan – arrêt ou en cours d'arrêt) et des vagues de COVID-19. Malgré cela, au dernier trimestre, nous sommes parvenus à 55% au-dessus de l'objectif, avec plus de 1,5 millions de CAP et plus de 181 000 nouveaux-elles utilisateur-riche-s de services contraceptifs. 15,6% avaient moins de 20 ans. Les opérations ont couvert des contextes humanitaires, y compris en Somalie et au Tigré. Bien que les retards dans l'attribution par le FCDO d'une prolongation chiffrée aient mis tout le monde à l'épreuve, celui-ci a désormais engagé un montant final de £22,5 millions pour nous couvrir jusqu'en mars 2023. Il semblerait que le programme puisse être ensuite prolongé jusqu'en septembre 2023.

Feminist Opportunities Now/ Opportunités féministes maintenant est un projet financé par l'**AFD** qui est en cours d'approbation finale. Il sera doté de €14 millions sur 4 ans et sera mis en œuvre par un consortium dirigé par IPPF/ARO dans 10 pays : Mexique et Colombie en Amérique Latine (géré par MdM), Bangladesh et Sri Lanka en Asie (géré par CREA) et au Burkina Faso, Ethiopie, Guinée, Côte d'Ivoire, Kenya et Mali (géré par IPPFARO). L'objectif est de renforcer les mouvements de femmes, par le biais de sous-subsidations aux petites organisations féministes.

Notre équipe de Bruxelles a réussi à influencer le budget du cadre financier pluriannuel (CFP) de l'Union européenne pour la période 2021-2027. €1,55 milliard - soit le double des fonds - ont été affectés au programme "Citoyens, égalité, droits et valeurs" (CEDV). Nous avons ensuite remporté un prix de 600 000 € par an sur 4 ans, la première année allant au Secrétariat. La sélection s'est appuyée sur une étude des sous-financements et nous travaillons donc à la mise en place d'un partenariat qui nous permettra canaliser ces subventions aux AM, ce qui est essentiel étant donné que de nombreuses AM européennes ont peu de possibilités de financement si elles ne sont pas soutenues par leur gouvernement.

Comme vous le verrez dans le rapport du C-FAR, les revenus de l'année dernière ont été plus élevés que prévu (\$175,6 millions contre \$139,4 millions prévus au budget) ce qui nous a permis de terminer l'année avec \$37,3 millions d'avance sur le déficit total prévu au budget. Ce résultat tient à des revenus non restreints supplémentaires provenant d'Allemagne, du Danemark et de la Norvège et à une avance sous forme de revenus restreints provenant du DFAT, à un recouvrement plus élevé des charges, à un legs important et à une diminution des dépenses effectuées dans le cadre des Flux 1, 2 et 3. Les dépenses ont été affectées par d'importantes subventions et à des fonds non alloués à des AM suspendues ou à l'ACRO en raison d'un nombre d'AM inférieur aux prévisions. Les économies dues aux restrictions COVID ont également eu un impact sur les revenus. Le téléchargement du budget 2022 est imminent.

Nous avons eu une réponse massive à notre appel visant à trouver de nouveaux membres pour siéger au Comité consultatif médical international (IMAP) - près de 60 candidat-e-s, et 8 sélectionné-e-s en raison de leur expertise dans le domaine de l'activisme des jeunes, de l'in-fécondité/fertilité et de la santé sexuelle : Paul Blumenthal, Metin Gulmezoglu, Michalina Drejza, Gail Knudsen, Zozo Nene, Arachu Castro, Chipo Gwanzura et Edmore Munongo.

Les **nouvelles grilles de rémunération** ont été communiquées à toutes les régions, ce qui a permis d'unifier le processus et la méthodologie utilisés dans l'ensemble du Secrétariat. La première tranche d'augmentation des salaires au seuil minimum a pris effet le 1^{er} janvier 2022, le plan étant de traiter tous les salaires en deçà du minimum d'ici le 24 janvier. Le second volet de cette action sur les salaires et les grilles salariales sera achevé d'ici la mi-2022, y compris la redéfinition des postes et la détermination des tâches dans tout le Secrétariat, la réévaluation et la progression des salaires, et le cadre des avantages sociaux.

Cette année 2022 est une année charnière pour l'IPPF, car non seulement nous lancerons notre nouveau cadre stratégique sexennal, mais **nombre accords de financement non restreints sont églament sujets à renouvellement**. Nous développerons des dossiers de candidature à subventions non restreintes pluriannuelles pour l'Australie (2023-2026), la Finlande (2023-2024), la Nouvelle-Zélande (2022-2024), la Norvège (2023-2026), la Suède (2023-2026) et la Suisse (2023-2025). Le fait d'avoir autant de renouvellements en une année est toujours un risque, surtout en cas de chocs externes inattendus (comme nous l'avons vu avec le FCDO) qui empêcheraient les gouvernements d'offrir à l'IPPF le même niveau de financement. Nous devons nous assurer de la confiance des donateurs dans la capacité de l'IPPF à développer une stratégie qu'ils souhaitent approuver avec des engagements pluriannuels.

Nous avons eu une réunion de suivi productive en décembre 2021 avec l'**AECID (gouvernement espagnol)** afin d'explorer un accord de coopération qui permettrait d'acheminer les fonds par l'intermédiaire du FNUAP, ses missions ayant un lien avec les AM concernées. Ceci est similaire à ce que nous avons réalisé en Colombie ; Profamilia est maintenant un acteur clé de la mise en œuvre des SDRS pour un programme du ministère de la Santé (4 millions d'euros) qui doit démarrer au deuxième trimestre. Nous nous sommes également réuni avec le DFAT (**gouvernement australien**) afin d'étudier la stratégie du Pacifique et son renouvellement.

Nous avons poursuivi le dialogue avec la PFFA et nos partenaires américains et attendons du Congrès américain qu'il prenne une décision sur « l'abrogation permanente » de la règle du bâillon mondial (GGR) d'ici le 11 mars ; elle pourrait être incluse comme politique dans les prochaines négociations budgétaires. Nous restons prudents mais pleins d'espoir malgré les retards. La levée de la GGR par l'administration Biden-Harris a permis de renouer avec USAID, et c'est ainsi par exemple que des fonds ont commencé à être versés aux AM du Bangladesh et de l'Éthiopie, cette dernière ayant obtenu \$3,5 millions. L'IPPF participe également à deux appels d'offres mondiaux et à plus d'une douzaine d'appels d'offres nationaux. Bien qu'il s'agisse de bonnes nouvelles, l'abrogation permanente est bien sûr cruciale pour nous et pour le secteur en général.